

L'administration, technique d'organisation ou " mode d'être collectif " ?

Longtemps prisonnière de la politique ou du droit, l'administration est reconnue maintenant en France comme un fait social, spécifique et complexe. D'où la nécessaire multiplicité des approches. Mais, en même temps que la réflexion ne peut être que multiple, elle possède sa propre unité. Le thème administration nous renvoie à nos représentations, à nos doutes, à nos préoccupations. Notre manière de l'aborder « dit » les interrogations de notre époque dans leur diversité, met en lumière les thèmes constants qui préoccupent toute organisation sociale, ceux renouvelés qui traduisent le mouvement de l'histoire.

Le thème du changement est sans doute un de ceux qui marquera la réflexion de notre époque face à son administration. L'importance du fait administratif dans notre société, le vedettariat conquis par une administration qui depuis le début du XX^e siècle allait être de plus en plus perçue contradictoirement, comme un mal mais aussi comme un mal nécessaire, ont fait que les critiques, les débats, autrefois focalisés sur le fait politique, se sont, pour partie, déplacés sur elle. Notre époque est ainsi celle où l'habitude s'est faite d'imputer les difficultés, les échecs, au système administratif : dès lors, la « demande » de changement unanime autour de l'administration. Ce thème du changement a réuni, certes contradictoirement, les familles de pensée les plus diverses, séparées dans leurs analyses, mais quelquefois très proches dans leurs attitudes

concernant le phénomène administratif. Le terme « administration » est en effet un mot ambigu en France alors qu'il n'en est pas de même aux U.S.A., par exemple. Dans notre pays, écrit avec un A, il symbolise l'Etat, alors que dans son acception courante, il désigne une tâche, un travail (on oppose ainsi services administratifs à atelier dans une entreprise, par exemple). Mais plus fondamentalement, il représente aussi une coupure de l'espace social en deux grands secteurs : l'espace public, d'une part, l'espace privé, d'autre part, et des représentations dès lors opposées. Tandis que l'un tend en effet à se représenter comme une masse immobile, comme un espace figé, sans vie, l'autre, au contraire, est communément admis comme dynamique, en mouvement. On a coutume ainsi d'opposer « l'esprit administratif » tâillon, timoré, au fameux « esprit d'entreprise » hardi, audacieux.

Le thème du changement autour de l'administration publique est un thème trop vaste pour qu'il puisse être abordé dans sa complexité, ici. Nous avons voulu simplement en montrer *l'un de ses aspects, celui qui n'est pas toujours nommé, à savoir ce désir de mouvement* qui nous paraît être un dénominateur commun aux critiques pourtant différentes faites à l'administration publique. Et nous avons cherché en même temps à montrer que les bases théoriques sur lesquelles s'appuient actuellement les changements qui sont en cours, d'une manière concrète, dans l'administration,

s'appuient elles aussi sur cette recherche du mouvement, de la communication, qui n'est peut être pas la même que celle qui fonde la revendication d'une administration autre.

I. — Des analyses contradictoires

Comme toute construction sociale, l'administration constitue un phénomène abordé d'une façon tout à fait contradictoire. D'une manière schématique, on peut, en effet, distinguer quatre types d'analyses :

— l'administration est rejetée par ceux qui considèrent qu'elle possède une nature profondément contraignante car, étant la base de l'Etat, elle ne peut, de ce fait, qu'être productrice d'aliénation ;

— pour d'autres, l'administration est pensée comme étant, au contraire, concurrente du pouvoir politique. Elle est, selon eux, dotée d'un pouvoir propre, ce « quatrième pouvoir » pouvant, à terme, supplanter le pouvoir politique. Dans cette analyse, l'administration serait ainsi le véritable lieu où se prennent les décisions, hors de tout contrôle démocratique, et par ailleurs sans projet global véritablement défini, tant les circuits décisionnels sont complexes (on peut ainsi déboucher sur l'idée qu'il devient de plus en plus difficile de déterminer où se situe le pouvoir dans une société au sein de laquelle les circuits s'entremêlent de plus en plus) ;

— ce type d'analyse se trouve à l'opposé de l'analyse marxiste qui considère l'administration comme l'organe de la classe bourgeoise qui en use, par le biais de l'Etat, pour assurer la rentabilisation du capital. L'administration n'a, dans ce cas, aucune autonomie, sinon une autonomie relative consécutive à la fois à la

« pesanteur administrative » et au fait que le fonctionnaire soit un salarié comme les autres, face à un Etat qui se comporte comme un patron du secteur privé. Dans cette hypothèse, la question du bien-fondé de l'administration se pose principalement par rapport à celle du bien-fondé du système capitaliste ;

— enfin, l'analyse la plus répandue, qui est celle de l'approche libérale, estime que l'administration est au service de tous. Elle est l'organe d'exécution des décisions prises par un pouvoir démocratiquement élu. Selon cette optique, l'administration n'est pas mauvaise en soi, elle a seulement besoin d'être mieux construite. La question administrative n'est alors qu'une question technique qui relève à la fois de la délimitation du champ de l'administration et de l'organisation de ce champ. Dans cette hypothèse, tout excès d'administration, toute accumulation de réglementation ne peuvent que nuire à la liberté des échanges et conduisent à un type de société totalitaire, à un système social fermé, pétrifiant les individus et statufiant les élites.

Les tenants de cette approche libérale se rapprochent des courants « libertaires » (1) dans leur refus d'un Etat omnipotent qui quadrillerait l'espace au moyen d'une administration hyper-centralisée empêchant ainsi l'émergence de toute plage où pourrait s'épanouir l'initiative individuelle. Mais, d'une manière plus générale, ce souci de délimitation des champs, cette vision limitée de l'administration, cette terreur qu'inspire celle-ci aux anti-étatistes et aux libéraux, hante plus ou moins l'esprit de chacun d'entre nous. Et on peut se demander ainsi, si, quelles que soient les analyses théoriques, la représentation d'une administration identifiée à la contrainte ne constitue pas un dénominateur commun dans le désir de changement.

(1) Ce qui ne signifie pas que nous les assimilons les uns aux autres, mais simplement que leurs champs se recoupent sur ce point.

II. — Une structure de conservation

L'administration évoque la contrainte, par exemple d'ailleurs dans certains de ses secteurs (armée, justice, finances) les plus anciens ainsi comme « mémoire du corps social ». Les derniers rappellent que l'Etat et, donc, l'administration se sont constitués d'abord sur le mode autoritaire, sur un certain style de gouvernement. L'administration tout entière en porte les traces. Et cette peur d'une administration qui pourrait tout savoir (notamment le contrôle de notre vie, comme semble-t-il, le pôle ultime vers lequel vient la grande majorité des citoyens, au-delà des analyses théoriques), tout contrôler de notre vie, cette peur fait encore peur parce qu'elle symbolise le contrôle, l'arrêt du mouvement, la rigidité, l'intemporalité, si souvent perçue par ailleurs par les hommes dans leur dévotion (dans la religion par exemple), fait peur lorsqu'elle est portée par l'administration symbolise alors la mort et non pas la vie. L'administration est en effet perçue comme une structure de conservation et non comme une œuvre dynamique. Elle est perçue comme une technique parce qu'elle n'apparaît pas en soi posséder une raison propre, sa seule raison d'être paraît se réduire à n'être qu'une structure qui se maintient ainsi une certaine stabilité au corps certain fonds sur lequel, à partir duquel, les hommes peuvent agir.

Liée à la représentation du contrôle, l'ad-

(2) Selon l'expression de C. Debbasch, in *Précis, Droit administratif*, 1976.

administrative » et au fait que le fonctionnaire salarié comme les autres, face à un Etat qui porte comme un patron du secteur privé. Cette hypothèse, la question du bien-fondé de son existence se pose principalement par rapport à son bien-fondé du système capitaliste ;

analyse la plus répandue, qui est celle de la théorie libérale, estime que l'administration est au-dessus de tous. Elle est l'organe d'exécution des décisions prises par un pouvoir démocratiquement élu. En fait, l'administration n'est pas mauvaise, elle a seulement besoin d'être mieux construite. L'administration n'est alors qu'une question qui relève à la fois de la délimitation du rôle de l'administration et de l'organisation de ce rôle. Cette hypothèse, tout excès d'administration, tout excès de réglementation ne peuvent empêcher la liberté des échanges et conduisent à la création d'une société totalitaire, à un système social qui opprime les individus et statufie les élites.

Cette approche libérale se rapproche de celle des « libéraux » (1) dans leur refus d'un Etat qui quadrillerait l'espace au moyen d'une administration hyper-centralisée empêchant ainsi toute plage où pourrait s'épanouir l'initiative. Mais, d'une manière plus générale, la délimitation des champs, cette vision limitative, cette terreur qu'inspire celle-ci aux libéraux, hante plus ou moins tout esprit d'entre nous. Et on peut se demander si les analyses théoriques, si elles ne sont que des analyses théoriques, ne constituent pas une administration identifiée à la dénomination commune du changement.

Il ne faut pas que nous les assimilons les uns aux autres, mais que leurs champs se recoupent sur ce point.

II. — Une structure de conservation

L'administration évoque la contrainte, plus particulièrement d'ailleurs dans certains de ses secteurs (police, armée, justice, finances) les plus anciens. Fonctionnant ainsi comme « mémoire du corps social » (2), ces derniers rappellent que l'Etat et, donc, son administration se sont constitués d'abord sur le problème de la réalisation de l'ordre social, et donc sur un certain mode autoritaire, sur un certain style de commandement. L'administration tout entière en porte aujourd'hui les traces. Et cette peur d'une administration tentaculaire qui pourrait tout savoir (notamment par l'informatique), tout contrôler de notre vie, constitue, nous semble-t-il, le pôle ultime vers lequel vient se rejoindre la grande majorité des citoyens, au-delà des divergences de vues, au-delà des analyses théoriques. L'administration fait encore peur parce qu'elle symbolise toujours le contrôle, l'arrêt du mouvement, la rigidité, l'intemporalité. Et cette intemporalité, si souvent recherchée par ailleurs par les hommes dans leur désir d'éternité (dans la religion par exemple), fait paradoxalement peur lorsqu'elle est portée par l'administration car elle symbolise alors la mort et non pas la vie. L'administration est en effet perçue comme une structure de conservation et non comme une œuvre à réaliser, dynamique. Elle est perçue comme une technique. Cela parce qu'elle n'apparaît pas en soi posséder de finalité sociale propre, sa seule raison d'être paraissant se réduire à n'être qu'une structure qui se reproduit et assure ainsi une certaine stabilité au corps social, un certain fonds sur lequel, à partir duquel, les gouvernants peuvent agir.

Liée à la représentation du contrôle, l'administration

(2) Selon l'expression de C. Debbasch, in *Précis*, Dalloz (« Science administrative »), 1976.

apparaît à la fois contraignante et sans vie, immobile. Il est hautement significatif que les politiques se caractérisent par l'instabilité, par la temporalité tandis que les administratifs semblent, eux, être solidement rivés à leur poste, au-delà du temps. Et cette éternité que paraît ainsi posséder l'administration n'apparaît que comme éternité d'une mécanique, éternité d'un monde sans vie qui existe seulement pour permettre l'ordre, rendre possible la circulation des individus et des biens, constituer un support à leurs déplacements.

Cette représentation d'une administration à la fois contraignante et intemporelle est peut-être celle que supporte le moins aujourd'hui un monde caractérisé par l'instabilité, les crises, le mouvement. Rien d'étonnant alors que dans la revendication générale du changement autour de l'administration s'exprime, ouvertement ou non, le désir de lui donner vie, de l'extirper de son immobilisme. Ceci se retrouve aussi bien chez ceux qui préconisent sa destruction complète pour la remplacer par une autre, que chez ceux qui essaient d'en réduire l'ampleur, ou bien encore chez ceux qui tentent d'en assouplir les rouages pour la rendre plus souple, plus transparente. Tous ces projets ont, en commun, par rapport à l'administration, de vouloir, sinon en abolir, du moins en réduire l'immobilisme. Ils visent à transformer ou à changer, soit en insufflant une certaine vie à l'administration elle-même, soit en élargissant le champ de la vie sociale par une restriction du champ de l'administration.

III. — Le projet actuel : élargissement et changement

Conserver l'administration tout en la transformant, tel est le projet de ceux qui préconisent une séparation nette entre administration publique et administration privée, par la délimitation de deux champs distincts

et par une meilleure communication entre les deux, autre que celle du « guichet », vieux symbole de la séparation rigide entre deux mondes. Plus radicaux, d'autres préconisent d'éliminer complètement l'administration du champ social en la faisant éclater en une myriade de formes fondées sur une structure horizontale au sein desquelles les individus seraient placés dans une situation où n'existerait aucune hiérarchie ni unité de commandement (3).

Le premier projet, que nous développerons ici, est celui qui caractérise nos sociétés depuis l'avènement du libéralisme. Dans ce type d'organisation sociale, on combine alors deux types d'administration (avec des dosages plus ou moins importants par catégorie) ce qui conduit finalement les individus (souvent assimilés au groupe des entreprises privées) à être doublement administrés et doublement perméables aux effets de l'administration en soi, ceux de l'administration publique, d'une part, qui incarne l'intérêt général, ceux de l'administration privée, ensuite, qui incarne l'intérêt particulier de chaque firme. Cette coupure entre intérêt général d'un côté et intérêt particulier de l'autre faisant oublier que la même structure administrative régit l'ensemble de l'organisation sociale dans la mesure où, de chaque côté, se retrouve la coupure entre administrés et administrateurs. Dans ce type d'organisation sociale, se combinent ainsi deux représentations de l'administration

(3) Ce projet se situe à l'opposé du premier dans la mesure où il tend à remettre en cause l'ensemble des institutions fonctionnant sur un modèle hiérarchisé, et s'attaque ainsi non pas seulement à l'administration publique, mais, d'une manière élargie, à l'ensemble de la structure administrative hiérarchisée, qu'elle soit publique ou privée, qu'elle ressorte à l'action de l'Etat ou à celle des entreprises et des particuliers. Ce projet, s'il conteste véritablement le modèle organisationnel actuel, n'est peut-être toutefois pas totalement incompatible avec une approche économique qui privilégierait la circulation des biens et une meilleure généralisation des échanges marchands, approche qui est celle d'une certaine tendance libérale, représentée notamment par l'école libertarienne américaine.

alors que, pourtant, l'on reste dans un champ administratif identique, que l'on élargisse le champ du secteur public ou qu'on le rétrécisse (4). La problématique du changement porte alors, d'une manière privilégiée, sur la critique bureaucratique et la recherche d'une meilleure communication à l'intérieur de l'organisation sociale tout entière. Ce type d'analyse, qui s'est élaborée d'une manière privilégiée dans les pays anglosaxons, a pénétré en France par le biais de la prise en compte des recherches effectuées par la sociologie des organisations et s'épanouit maintenant par l'utilisation de la méthode systémique qui constitue la base théorique de la nouvelle administration qui est en train d'émerger en France (5).

IV. — Le fondement théorique du changement

L'importance accordée, depuis quelques années, à l'organisation a fait que l'on a cherché une méthode permettant d'analyser l'administration dans ses moindres détails tout en faisant apparaître les relations qui s'établissent en son sein et avec l'extérieur. La méthode systémique figure parmi les outils de pointe à cet égard. L'administration est appréhendée comme un système, c'est-à-dire comme « un ensemble d'éléments liés par un ensemble de relations de telle sorte que

(4) C'est ce que l'on qualifie de privatisation du secteur public. Cette privatisation s'entend d'une partie de la remise du secteur public au secteur privé, mais aussi de l'utilisation de pratiques de gestion, jusque-là propres au secteur privé, utilisées à leur tour par le secteur public.

(5) Sur cette question, voir aussi Von Bertalanffy, « Théorie générale des systèmes », Dunod, 1978, O. Costa de Beauregard, le second principe de la science du temps, 1963, Le Seuil.

Le Seuil, et M. Bouvier et C. Esclassan, « Contribution à une théorie de l'impôt », thèse d'Etat, 1979.

toute modification d'un élément va entraîner la modification de certains autres » (6). Cette méthode concilie la contrainte avec la recherche d'une meilleure communication. La hiérarchie n'est pas remise en question, mais toutefois ce type d'analyse implique une décentralisation de la décision car, dans certains cas, « il est fait être préférable de laisser les éléments informés prendre certaines décisions plutôt que de courir les autres et le centre, plutôt que de réaliser un pilotage central impossible, en raison de la capacité de traiter dans les délais voulus une information trop changeante et complexe » (7). Cette méthode ainsi primordial de supprimer les dysfonctionnements. On est, alors, conduit à accorder une importance particulière à la technique des relations sociales, parfois même à tout miser sur la qualité des relations, afin de transformer la mentalité des administrations des administrés aussi bien que des administrateurs. La coupure administrés/administrateurs ne disparaît pas, mais une image s'impose de celle d'une société au sein de laquelle chacun trouve, à tour de rôle, de l'autre côté de

Soutenu par un mode de pensée privilégié, le changement par rapport à l'immobilisme, une réforme, maîtrisable, par un contrôle de l'information peut être ainsi enclenchée. Cette approche, appliquée à l'administration, constitue une nouveauté. Non pas que l'administration des grandes entreprises fonctionnent déjà selon des modèles, mais surtout pour l'administration publique, l'approche supprime radicalement la distinction entre le public et le privé au niveau de la gestion dans la mesure où l'administration est appréhendée sur un seul et même modèle. C'est d'ailleurs toute la société qui

(6) J. Lesourne, « Les systèmes du destin », Dalloz.

(7) J. Fontanet, « Le social et le vivant », Plon, 1977.

l'on reste dans un champ adminis-
e l'on élargisse le champ du secteur
rétrécisse (4). La problématique du
alors, d'une manière privilégiée, sur
ratique et la recherche d'une meil-
on à l'intérieur de l'organisation
re. Ce type d'analyse, qui s'est
lière privilégiée dans les pays anglo-
n France par le biais de la prise en
hes effectuées par la sociologie des
épanouit maintenant par l'utilisation
ystème qui constitue la base
velle administration qui est en train
e (5).

ement théorique

ée, depuis quelques années, à l'orga-
on a cherché une méthode permet-
administration dans ses moindres
isant apparaître les relations qui
sein et avec l'extérieur. La méthode
parmi les outils de pointe à cet
ion est appréhendée comme un
comme « un ensemble d'éléments
le de relations de telle sorte que

ualifie de privatisation du secteur public.
end d'une partie de la remise du secteur
mais aussi de l'utilisation de pratiques de
s au secteur privé, utilisées à leur tour par

voir aussi Von Bertalanffy, « Théorie géné-
unod, 1978, O. Costa de Beauregard, le
cience du temps, 1963, Le Seuil.

r et C. Esclassan, « Contribution à une
e d'Etat, 1979.

toute modification d'un élément va entraîner une
modification de certains autres » (6). *La méthode
concilie la contrainte avec la recherche d'une meilleure
communication.* La hiérarchie n'est pas remise en cause,
toutefois ce type d'analyse implique *une décentralisation
de la décision* car, dans certains cas, « il peut tout à
fait être préférable de laisser les éléments mieux
informés prendre certaines décisions en tenant au
courant les autres et le centre, plutôt que de vouloir
réaliser un pilotage central impossible, faute de la
capacité de traiter dans les délais voulus une informa-
tion trop changeante et complexe » (7). *Il devient
ainsi primordial de supprimer les dysfonctionnements.*
On est, alors, conduit à accorder une *importance parti-
culière à la technique des relations publiques*, et
parfois même à tout miser sur la qualité de ces
relations, afin de transformer la mentalité, les repré-
sentations des administrés aussi bien que celles des
administrateurs. La coupure administré/administrateur
ne disparaît pas, mais une image s'impose peu à peu :
celle d'une société au sein de laquelle chacun peut se
trouver, à tour de rôle, de l'autre côté de la barrière.

Soutenu par un mode de pensée privilégiant *le mouve-
ment par rapport à l'immobilisme, un processus de
réforme, maîtrisable, par un contrôle des circuits
d'information peut être ainsi enclenché.* Ce mode
d'approche, appliqué à l'administration, constitue véri-
tablement une nouveauté. Non pas tant pour
l'administration des grandes entreprises privées qui
fonctionnent déjà selon des modèles systémiques
mais surtout pour l'administration publique. Cette
approche supprime radicalement la distinction public/
privé au niveau de la gestion dans la mesure où
l'administration est appréhendée sur un seul et même
modèle. C'est d'ailleurs toute la société qui peut être

appréhendée ainsi, et « il devient alors possible de
concevoir la maîtrise de l'aventure humaine comme le
contrôle de nombreux systèmes interconnectés de
l'individu à la nation » (J. Lesourne, op. cité). C'est ainsi
une manière d'étendre le champ de l'administration à
l'ensemble du tissu social, chaque individu devenant un
administrateur à son niveau sans que soit, pour autant,
supprimée la séparation entre ces individus dans la
mesure où l'appartenance à tel ou tel sous-système
induit en même temps une position dans la hiérarchie
sociale.

La perspective de changement qu'implique le systémisme
va dans le sens d'une généralisation de la gestion.
Chacun pourrait devenir gestionnaire du sous-système
auquel il appartient.

La mise en place de structures associatives, associa-
tions de consommateurs par exemple, joue comme
autant de ponts et s'inscrit parfaitement dans un tel
schéma. Ces associations permettent de débloquent les
rapports sociaux et constituent une manière de *faire
participer les individus à la dynamisation du système
global.* Il faut également noter qu'un tel développement,
qu'une telle transformation de la vie sociale implique
*le développement de ce que l'on appelle les droits
collectifs* (droit des associations, des syndicats, des
coopératives, etc.), sans quoi la dynamique gestion-
naire serait vite bloquée (notons que s'élabore actuel-
lement un droit des consommateurs au niveau
européen). Les individus pris dans une telle logique
pourraient être amenés à interioriser une mentalité de
gestionnaire, à se centrer sur leur groupe, le gérer,
faire reconnaître sa particularité, sa différence, sans
toutefois fonctionner en circuit fermé et en entretenant
des rapports avec les autres groupes considérés
comme des partenaires sociaux. Les échanges seraient
ainsi généralisés, leur inégalité ou leur égalité étant
alors fonction de la plus ou moins bonne maîtrise de
l'information.

(6) J. Lesourne, « Les systèmes du destin », Dalloz, 1976.

(7) J. Fontanet, « Le social et le vivant », Plon, 1977.

Le fonctionnement d'un tel type de société, encore loin de ce que nous connaissons, suppose un consensus autour des structures fondamentales du système social global. Ce consensus pourrait provenir d'une adhésion tout à fait inconsciente d'individus trop occupés par la gestion de leur environnement immédiat, de leur groupe d'appartenance, pour questionner le sens de leur action par rapport à l'organisation sociale tout entière. Cette approche s'accorde avec celle qui réduit les mécanismes sociaux à n'être que des mécanismes économiques. Elle est en adéquation avec l'idéal libéral du marché autorégulé. Elle ne nous paraît, en tout cas, pas suffisante pour répondre aux questions fondamentales que se posent les hommes sur leur existence car elle reste une reproduction des grands systèmes que les hommes se sont construits pour répondre à leurs inquiétudes face à leur situation dans le cosmos. Mais, à la différence des grands systèmes religieux qui ont su donner une explication de l'univers, la méthode systémique demeure une technique. Et l'échange généralisé appuyé sur le renforcement de la « différence » ne peut tenir lieu de mythe.

V. — A la recherche du sens

L'administration semble prisonnière d'une représentation statique qui découle dans une large mesure de la représentation qu'elle donne à la fois en raison de ses structures et des tâches qu'elle accomplit. Or, envisager l'administration sous cet éclairage ne recouvre pas nécessairement l'ensemble de sa réalité et les problèmes qu'elle pose. Si elle conjugue bien la gestion d'un patrimoine à reproduire avec l'organisation de rapports entre les hommes, l'administration d'une société n'est pas forcément pour autant réductible à la seule analyse économique ou organisationnelle. Dans la mesure où

elle ressort de la question du « mode d'être en société », du « mode d'être collectif », elle nous paraît devoir être envisagée au-delà de ces seules approches. Le fait que les citoyens ont, par rapport à leur administration, des attitudes ambiguës dans la mesure où ils la veulent sans la vouloir, où ils la veulent mais autrement, à la fois efficace mais aussi chaleureuse, ne relève pas seulement d'une attitude rationnelle. Il ne faut pas oublier que les sociétés, qu'elles soient « primitives » ou « civilisées », se sont toujours « administrées » en combinant rationnel et irrationnel de façon à articuler dialectiquement sécurité matérielle et sécurité ontologique.

On peut se demander si là n'est pas, précisément, autour de cette double problématique de la sécurité, la raison profonde de la crise de l'administration aujourd'hui. Peut-on résoudre cette crise par des réponses relevant uniquement de la science économique ou de la sociologie des organisations ? Il faut remarquer que la recherche de la communication entre les hommes n'est pas nouvelle, pas plus que celle de l'unité. Et loin de concerner uniquement la communication matérielle, les échanges de biens, elle s'est toujours articulée sur une problématique existentielle, laquelle, tout autant que les nécessités matérielles, a « fait » l'administration. Tenter de résoudre à la fois attirance et refus de vivre ensemble, ce désir tout à la fois de s'unir et de se diviser, d'être soi et les autres, d'être individu et en même temps de communier dans l'unité sociale, finalement de ne pas se sentir perdu face à l'univers, c'est aussi s'administrer.

**

Actuellement, dans la mesure où les interrelations entre cultures sont de plus en plus nombreuses et où les individus sont amenés ainsi à relativiser leurs croyances,

la crise de l'administration générale qui affecte une époque n'est pas plus que la crise de l'administrer ne devient plus que la crise de la gestion. Il n'est plus possible de cloisonner la gestion, il n'est plus possible de ne pas réarticuler la gestion sur les sociétés humaines, il n'est plus possible de ne pas que la gestion ait un regard multidimensionnel sur la vie, de ne pas que la gestion tue sans l'éclairage existentiel, de ne pas que la gestion fut finalement le sens...

du « mode d'être en
ectif », elle nous paraît
ces seules approches.
r rapport à leur admi-
s dans la mesure où
ù ils la veulent mais
ais aussi chaleureuse,
attitude rationnelle, il
iétés, qu'elles soient
sont toujours « admi-
el et irrationnel de
t sécurité matérielle

st pas, précisément,
ique de la sécurité,
de l'administration
tte crise par des
science économique
s ? Il faut remarquer
on entre les hommes
celle de l'unité. Et
ommunication maté-
st toujours articulée
laquelle, tout autant
it » l'administration.
e et refus de vivre
le s'unir et de se
tre individu et en
unité sociale, fina-
e à l'univers, c'est

terrelations entre
reuses et où les
r leurs croyances,

la crise de l'administration procède de cette crise plus
générale qui affecte une époque en changement. S'admi-
nistrer ne devient plus aussi simple. Il n'est plus
possible de cloisonner les approches, il n'est plus
possible de ne pas réarticuler, repenser notre savoir
sur les sociétés humaines. De la même manière il n'est
plus possible de ne pas questionner nos pratiques. Ce
regard multidimensionnel ne peut pas non plus s'effec-
tuer sans l'éclairage existentiel sous peine, peut être,
à la fin de notre vie, de ne plus comprendre quel en
fut finalement le sens...

A moins d'aller au-delà du problème du mouvement, de
l'instauration de la réciprocité dans les rapports sociaux,
le risque est grand de demeurer dans une société
« sans âme » si la question du sens de cette réciprocité
n'est pas posée par rapport au sens de l'existence.
L'administration des sociétés, même non hiérarchisée,
risque de demeurer un système mortifère si cette
question du sens n'est pas posée au-delà de toute
représentation.

Michel BOUVIER,
Christine ESCLASSAN.